

Le budget—M. Regan

tent leurs liquidités, leurs avoirs auront connu une hausse prodigieuse. Notre réponse est une mainmise canadienne accrue par les acquisitions et les stimulants spéciaux accordés aux compagnies de pétrole et de gaz aussi bien que par l'intervention de Petro-Canada. C'est la direction que le Canada doit prendre si nous devons un jour rapatrier notre économie.

Je dois rappeler aux députés que Petro-Canada est la société que l'honorable député de Saint-Jean-Ouest et le très honorable chef de l'opposition (M. Clark) étaient décidés à démanteler encore l'année dernière, et si l'on en juge d'après leurs déclarations d'il y a une semaine ou deux, c'est toujours leur position. Je suis certain qu'ils seront réconfortés par les résultats d'un sondage Gallup que le *Star* de Toronto publiait hier et qui révèlent qu'aujourd'hui 82 p. 100 des Canadiens—soit environ 8 p. 100 de plus que l'an dernier—reconnaissent la valeur de Petro-Canada et veulent qu'elle poursuive ses activités qui sont d'une importance vitale pour l'économie canadienne.

Petro-Canada est la société qui a rendu les travaux d'Hibernia et de l'île de Sable possibles en participant au coût des programmes de forage quand les multinationales se sont retirées. Ces projets ne se seraient pas réalisés sans l'appui de Petro-Canada. La société a aussi aidé dans la mer de Beaufort. C'est la société dont les conservateurs se seraient débarrassés. Dans notre examen du budget nous devons décider si nous voulons préserver notre destinée ou devenir coupeurs de bois et porteurs d'eau comme les conservateurs, qui ont tendance à faire le jeu des multinationales, nous y pousserai.

Le temps me presse et je dois passer à autre chose. Le plan budgétaire offre aussi un programme qui tend, dans la mesure du possible, à mettre les Canadiens à l'abri des hausses de prix. Nous savons que les hausses de prix sont inévitables, mais seulement les hausses nécessaires qui contribuent au bien-être de notre population.

Le budget de l'ancien ministre des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest, avait trois défauts. Premièrement, il haussait le prix du pétrole extrait et à extraire, enrichissant ainsi inutilement les étrangers, et il donnait à ces compagnies pétrolières étrangères la priorité sur les travailleurs canadiens. Nous offrons plutôt un stimulant pour le pétrole de nouvelles sources tout en haussant sagement les prix du pétrole déjà extrait et en garantissant une propriété canadienne accrue dans la nouvelle production. J'invite les députés à choisir lequel des deux budgets ils préfèrent sur ce plan.

Deuxièmement, il proposait de relever les prix. Nous ne nions pas que cette hausse soit nécessaire, mais il proposait une augmentation telle qu'elle aurait imposé aux consommateurs un fardeau trop lourd. Les conservateurs n'avaient qu'un objectif, celui d'augmenter les prix pour chercher à atteindre l'autonomie énergétique, oubliant l'autre objectif, qui est de protéger les Canadiens. Il semble que cet oubli soit caractéristique des conservateurs. Si l'on considère que le budget conservateur ne contribuait pas plus que le nôtre à assurer l'autonomie, il me semble que leur erreur saute aux yeux. Notre budget impose un fardeau moins lourd aux consommateurs. Nous avons pris soin, avant de présenter notre budget, de remédier aux problèmes de nos vieillards en augmentant le supplément de revenu garanti.

Troisièmement, le budget conservateur imposait une taxe d'accise sur l'essence. Cette taxe d'accise de 18c. s'ajoutait à toutes les autres hausses de prix du pétrole et du gaz, hausses qui étaient elles-mêmes supérieures à celles que nous proposons.

J'invite fortement les députés conservateurs à lire attentivement le tableau des prix de l'essence publié dans l'édition d'hier du *Star* de Toronto, sous le titre «Crosbie contre MacEachen». Je demande aux députés d'étudier ce tableau comparatif. Les prix de l'essence pour 1981 sont les suivants: budget MacEachen: \$1.36 le gallon; budget Crosbie: \$1.56 le gallon. En 1984, sous le régime du budget fédéral libéral, il en coûtera \$1.95 le gallon alors que sous celui des conservateurs il en aurait coûté \$2.65.

Des voix: C'est une honte!

M. Paproski: Cela prouve l'ignorance du Toronto *Star*.

M. Regan: Ou celle du député.

M. Kempling: C'est le Trudeau *Star*.

M. Regan: Personne au Canada, autre peut-être que le chef de l'opposition, n'est plus sensible au succès du budget du ministre des Finances que le député de Saint-Jean-Ouest. J'ai remarqué qu'il a parlé, dans ses observations hier ou avant-hier, du «lemming», la petite bête. L'exemple était regrettable, à mon sens, vu la poussée suicidaire vers la mer déclenchée par son budget l'an dernier.

Des voix: Bravo!

M. Regan: Malheureusement, le député est impénitent dans son désir de résoudre le problème du prix de l'énergie sur le dos des travailleurs. Je dirai ceci: d'aucuns affirment que notre programme est injuste pour l'Ouest. Revenons aux principes de base. L'existence d'un cartel international, qui multiplie artificiellement le prix du pétrole, justifie-t-elle l'imposition automatique du même désastre aux Canadiens? Seulement si la réponse à ma question est oui, seulement si nos producteurs filoutent aussi la société, peut-on affirmer que le budget actuel punit les producteurs.

Compte tenu de la hausse considérable du prix canadien des produits du gaz et du pétrole, reconnaissons qu'il n'y a rien de pénible dans la nécessité nationale de s'approprier une part bien modeste de l'augmentation actuelle des prix aux nobles fins nationales que sont le rapatriement de notre économie et le financement des mesures visant à protéger les consommateurs contre des prix démesurément élevés.

Pour ce faire, s'il faut disposer de fonds supplémentaires pour assumer ces tâches, le gouvernement doit-il frapper d'impôts plus élevés les industries aux recettes et bénéfices grandissants, ou ceux qui ont déjà des ennuis? Ne l'oublions pas: il s'agit ici d'une crise. Partager est une tradition au Canada. Par le passé, l'Ontario qui n'était pas aussi riche que l'Alberta aujourd'hui, a dû supporter ce fardeau. Ma propre province et d'autres ont largement bénéficié des impôts perçus en Ontario et du partage qu'on en a fait. Je suis certain que la majorité des Albertains reconnaissent que leur enrichissement soudain les oblige à partager aujourd'hui.

● (1630)

Le Canada passe par une crise économique et fiscale qui déforme nos structures fiscales et économiques. L'inégalité des revenus, si elle n'est pas corrigée, sera un grave obstacle au maintien de normes nationales minimums. Je suis certain que